

Exercice n°2

La tenue des fondamentaux sous le choc de la mondialisation

Le relèvement des prix des matières premières et la flambée du prix du pétrole sur le marché mondial ont été suffisants pour permettre la résurgence du spectre de l'inflation.

La détérioration du déficit budgétaire résulte du train de vie de l'Etat, trop élevé par rapport aux ressources de notre économie.

La maîtrise des agrégats macro-économiques, longtemps prônée par le Fonds Monétaire International (FMI) au lendemain du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), commence à disparaître peu à peu. A l'occasion de chaque loi de finances, l'argentier du royaume s'est félicité de cette maîtrise qu'il a toujours considéré comme une prouesse dans un environnement aussi hostile.

On peut s'inspirer des critères de Maastricht comme référence : 3% du PIB pour le déficit budgétaire, 60% du PIB pour la dette publique et 1,5% pour le taux d'inflation.

On a constaté, pour le Maroc, que le **déficit budgétaire** commence à s'effriter depuis 2005. Il est le résultat de plusieurs causes comme : l'opération « départs volontaires », la forte hausse des dépenses de compensation, la réduction des arriérés du trésor, ... Ces éléments ont induit un besoin de financement de 28,7 milliards dh. Par ailleurs, les données des lois des finances 2006 et 2007 confirment cette tendance : les déficits du trésor devraient atteindre 18,3 et 21,2 milliards dh respectivement, des seuils de recul par rapport à 2005, mais nettement supérieurs à ceux relevés entre 2002 et 2004.

Bien que les recettes fiscales aient progressé (19% pour les impôts directs, 11% pour la TVA...), elles ont été compensées par la hausse des dépenses (21%) (Données de 2005 par rapport à 2004- sur la base des charges et recettes du trésor).

Le déficit est couvert essentiellement à partir des emprunts intérieurs. L'encours de la dette intérieure est de 56% du PIB.

L'autre élément mis en exergue par le ministre des finances à l'occasion de chaque présentation de la loi de finances est **l'inflation maîtrisée**. Aujourd'hui la tendance semble s'inverser et l'inflation est de retour. L'indice du coût de la vie connaît actuellement un redressement notable.

Pourquoi assiste-t-on aujourd'hui à ce revirement de tendance ?

Le taux de croissance aussi élevé soit-il continue d'être influencé par la campagne agricole. La régularité de la croissance n'est donc toujours pas assurée. Le taux de croissance de plus de 7% pour 2006 est dû surtout à la bonne campagne agricole.

Il y a par ailleurs, pour certains (M. Kerdoudi- président de l'IMRI, une **incompatibilité entre la croissance et la maîtrise des agrégats macro-économiques**. L'essor des secteurs productifs détermine la croissance et la maîtrise des agrégats macro-économiques contribue à la croissance.

Par contre, pour Mr N. Akasbi, l'incompatibilité n'a pas de sens dans la mesure où le taux de 7% est dû à la bonne année agricole et que la maîtrise des agrégats macro-économiques dans notre pays est loin d'être réelle.

On explique ainsi, le déficit budgétaire par le train de vie de l'Etat, trop élevé par rapport aux ressources de notre économie. Les chocs nés de la mondialisation ont été au cours de ces dernières années, favorables à la désinflation, mais, désormais on assiste à un retournement de tendance. Le relèvement des prix des matières premières et la flambée du prix du pétrole sur le marché mondial ont été suffisants pour permettre la résurgence du spectre de l'inflation. Dans ces conditions la maîtrise de l'inflation (3%) devient de plus en plus difficile. A ajouter à cela la surliquidité de l'économie marocaine due à l'afflux des transferts des MRE et des capitaux et l'accroissement des recettes touristiques, conjuguée à l'insuffisance de l'investissement productif (anticipations défavorables).

La maîtrise des agrégats est certes un indicateur de confiance pour les investisseurs étrangers, mais un taux d'inflation élevé diminue le pouvoir d'achat des consommateurs. De même, des taux d'intérêts forts découragent-ils les investissements. Une dette publique et un déficit budgétaire excessifs réduisent les capacités d'emprunt aussi bien pour l'Etat que pour le secteur privé.

Source : Finances News Hebdo du 28.12.2006.

Travail à faire

1	Expliquez les expressions soulignées dans le document, même celle du titre.
2	Relevez dans le document les objectifs implicites et explicites de la politique économique de l'Etat marocain. Pourquoi une telle rigueur ou plutôt le spectre de l'équilibre ?
3	Un objectif de politique économique n'est pas souligné dans le texte. Lequel ? Quelle est la notion qui est à l'origine de ses variations ?
4	Dégagez le type de politiques économiques adapté aux objectifs précités.
5	Liez politique économique et ouverture économique.
6	Expliquez le poids du déficit budgétaire et le début de l'inflation constatés au Maroc.